

Bordeaux

Cofinoga à Mérignac: la communauté urbaine adopte une motion contre le plan social

Créé le 17/02/2012 à 12h25 -- Mis à jour le 17/02/2012 à 12h29



Des employées se tiennent devant le site principal de la société Cofinoga à Mérignac le 20 janvier 2012. JEAN-PIERRE MULLER / AFP

EMPLOI - La communauté urbaine de Bordeaux a adopté ce vendredi un texte à l'unanimité demandant le gel des suppressions de postes prévues au sein de Cofinoga à Mérignac...

La communauté urbaine de Bordeaux se mobilise pour les salariés de Laser Cofinoga à Mérignac. Les élus de la CUB ont adopté vendredi 17 février une motion, demandant au préfet d'Aquitaine «de réunir tous les acteurs» et de mettre en place un moratoire gelant toute suppression de poste dans l'attente. «L'objectif final étant zéro licenciement» a précisé Michel Sainte-Marie, député-maire PS de Mérignac, lors de la lecture de cette motion devant l'assemblée vendredi matin. L'adoption de cette motion intervient au moment où se tient un comité central d'entreprise délocalisé sur le plan social engagé depuis un mois. Cofinoga, filiale du groupe LaSer détenu par BNP Paribas et Galeries Lafayette, a annoncé la suppression de plus de 400 postes en France, dont 397 à Mérignac. La baisse de l'activité de crédit en France en serait la raison principale.

Dans un courrier envoyé aux élus il y a quelques jours, Baudoin Prot, président de BNP Paribas, a annoncé qu'une «centaine de postes de reclassement sont prévus dans le plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE)», a révélé Michel Sainte-Marie au cours du conseil communautaire. «Mais au regard

des résultats de BNP Paribas annoncés dans la foulée, à savoir un bénéfice de 6 milliards d'euros en 2011, soit le meilleur résultat de toutes les banques européennes, la BNP peut aller très au-delà de cette proposition» s'est-il empressé d'ajouter.

Alain Juppé «mobilisé pour trouver une solution à cette crise»

Gérard Chausset, vice-président EELV de la CUB, estime qu'il n'y a «aucun justificatif d'un plan social. Qu'il y ait recours à du chômage partiel en raison d'une baisse d'activité pourquoi pas, mais il faut stopper ce PSE.» Michel Duchêne, adjoint au maire de Bordeaux, a assuré pour sa part qu'Alain Juppé est «très mobilisé pour trouver une solution à cette crise.»

Le maire de Mérignac, ainsi que le président de la CUB, le socialiste Vincent Feltesse, également maire de Blanquefort, ont rappelé que «c'est la troisième fois que nous avons à traiter un dossier économique sensible au sein de la CUB» après celui de la Sogerma, une filiale d'EADS à Mérignac, et celui de Ford à Blanquefort. Sur ce dernier dossier, Vincent Feltesse a d'ailleurs annoncé une nouvelle rencontre avec les dirigeants de Ford Europe aux alentours du 22 février.